

Les réfugiés burundais en Tanzanie redoutent le début du rapatriement forcé

RFI, 01-10-2019 Aujourd'hui, 1er octobre, les opérations de rapatriement forcé des réfugiés burundais de Tanzanie devaient commencer. Les 180 000 réfugiés burundais de Tanzanie, dont la très grande majorité refuse d'être rapatriés disant craindre pour sa sécurité, ont eu l'espoir durant toute la matinée que le gouvernement tanzanien avait renoncé à leur forcer la main. Mais le capit a été de courte durée.

Il n'y a pas eu de convoi vers le Burundi ce mardi matin, et aucune liste publiée non plus jusqu'à la mi-journée. Les réfugiés burundais ont cru au miracle pendant quelques heures, mais ils ont vite déchanté en voyant les responsables des camps afficher dans l'après-midi les listes des familles de réfugiés priés de se présenter, munis de leurs cartes d'enregistrement du HCR, dans les zones servies à ceux qui vont être rapatriés. Les chiffres sont impressionnants : 1 500 familles dans le camp de Mutendeli, 970 familles pour Nduta et quelque 62 familles dans celui de Nyarugusu, ce qui représente de 5 à 7 000 personnes. Parmi eux, selon des témoins, des familles qui ont demandé à être rapatriés d'autres qui ne veulent pas en entendre parler. « C'est la peur panique dans le camp, les gens pensent que c'est le début du rapatriement forcé », a témoigné un réfugié de Nduta. Les autorités tanzaniennes n'ont pas réagi jusqu'à présent, le bureau du HCR en Tanzanie dit prudemment ne pas être au courant de tels mouvements dans les camps. « Quelques 400 réfugiés se trouvent actuellement sur la liste d'attente pour un rapatriement librement consenti », a expliqué un porte-parole de l'organisation onusienne, qui assure qu'ils vérifient dans ces cas « le volontariat » de ces familles lors de leur inscription. « Le HCR ne soutiendra jamais un rapatriement forcé », a-t-il prévenu, en appelant les deux pays à respecter l'accord signé fin août entre les ministres de l'Intérieur de Tanzanie et du Burundi, alors que la Tanzanie avait menacé d'assurer le rapatriement des réfugiés burundais avec ses propres moyens.